

République démocratique du Congo



chiffres clés

- Superficie en milliers de km² : 2 345
- Population en milliers (2006) : 57 549
- PIB par habitant, valorisation dollars PPA (2006) : 856
- Espérance de vie (2006) : 44.4
- Taux d'analphabétisme (2006) : 32.8

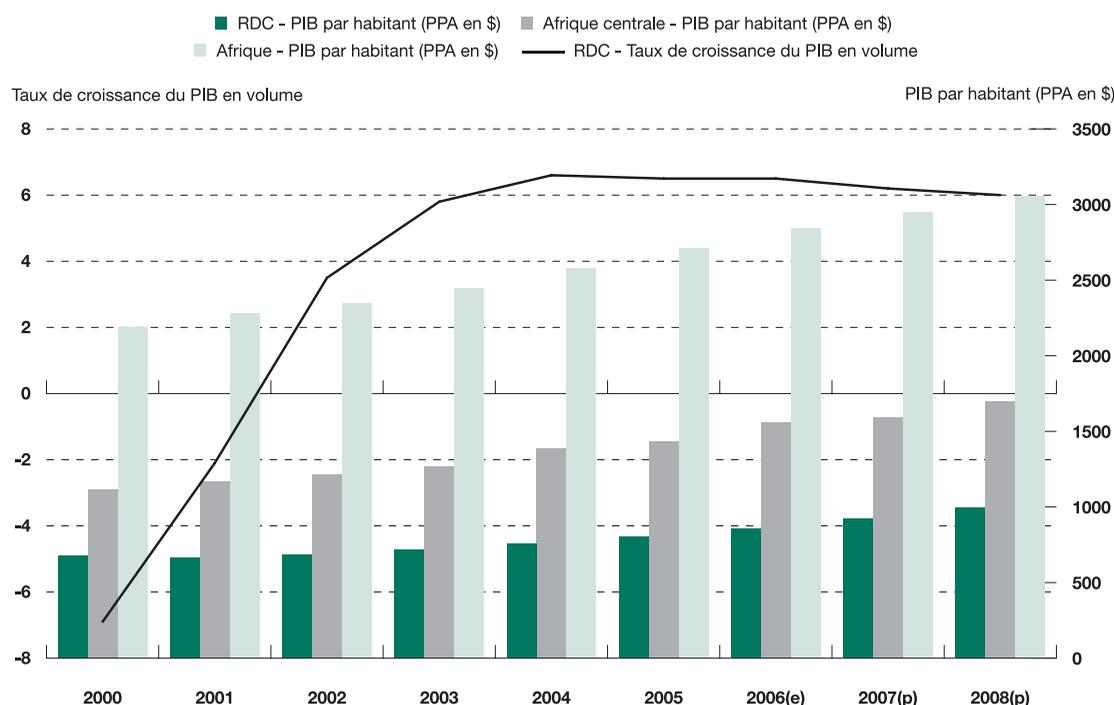
L'ANNÉE 2006 A INCONTESTABLEMENT ÉTÉ une année très importante, marquée par des élections libres pour la première fois depuis quarante ans, avec des scrutins présidentiel, législatif et locaux, et l'adoption de la constitution de la III^e République. Malgré le bon déroulement général des élections, la RDC (République démocratique du Congo) a eu du mal à maintenir la stabilité macro-économique et a subi d'importants déséquilibres conjoncturels. Les finances publiques ont connu des dérapages en 2006 qui ont conduit à une accentuation du déficit budgétaire en termes nominaux, à une accélération de l'inflation et à une dépréciation de la monnaie nationale. Ces dépassements, directement liés à la mise en place des différents processus électoraux, au maintien de la sécurité dans le pays et au rétablissement des rémunérations des fonctionnaires, ont reflété la

fragilité de l'économie face aux aléas externes. Par ailleurs, le niveau de la dette extérieure est encore très élevé et pèse sur l'économie de la RDC, alors que les scénarios les plus optimistes prévoient l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) fin 2007, après la mise en place effective du Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR) et son évaluation dans le courant de l'année 2007.

Malgré le bon déroulement des élections, le pays peine à maintenir la stabilité macro-économique et laisse dangereusement filer l'inflation et les finances publiques.

De façon générale, les défis auxquels sont confrontés les nouveaux dirigeants sont très importants et concernent l'ensemble des secteurs économiques, sociaux et politiques.

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume et PIB par habitant (dollars PPA à prix courants)



Source : Données du FMI et sources nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/631030537081>

La RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde, où les années de guerre ont détruit la majorité des infrastructures et des activités productives. Les populations vivent dans des conditions économiques et sanitaires déplorables, notamment dans les régions de l'est du pays où des bandes rebelles armées sévissent encore. Les indicateurs sociaux affichent des niveaux tellement bas qu'il s'avère pratiquement impossible pour le pays d'atteindre un seul des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement). L'accès à l'eau et à l'assainissement ne concerne respectivement que 22 et 9 pour cent de la population totale, avec d'importantes disparités entre régions ainsi qu'entre les zones rurales et urbaines.

En revanche, les potentialités de croissance et de développement économique du pays sont immenses. La RDC regorge littéralement de ressources hydrauliques, minières, forestières, pétrolières. Le marché local, lui, représente plus de 60 millions d'habitants. L'ensemble de la communauté internationale, aussi bien les bailleurs de fonds que les investisseurs privés, a désormais les yeux rivés sur la période post-électorale, décisive pour la relance des programmes et des projets. Si la stabilité politique et la démocratie parviennent à s'installer durablement, avec la restauration de l'autorité de l'État, de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, il est fort à parier que la RDC affichera d'excellentes performances d'ici quelques années.

Avec la fin des conflits et l'aide massive des bailleurs de fonds, la croissance réelle du PIB a fortement progressé, passant de 3.5 pour cent en 2002 à 6.5 pour cent en 2005 et en 2006. Le pays devrait continuer d'afficher d'excellentes performances, avec une croissance estimée à 6.2 et 6 pour cent respectivement pour 2007 et 2008. En 2006, la croissance a été tirée par le cuivre, le ciment, le bois, les boissons (alcoolisées et gazeuses) et l'électricité. Par ailleurs, plus de 80 pour cent de l'économie relève du secteur informel.

Développements économiques récents

En 2006, le taux de croissance du secteur agricole est resté proche du taux de croissance démographique,

environ 3 pour cent, en raison de l'absence de routes nationales et de desserte agricole. L'agriculture a occupé plus de 70 pour cent de la population et procuré 46.7 pour cent du PIB en 2005. Elle est dominée par les cultures vivrières (manioc, maïs, riz et banane plantain). Cependant, les potentialités sont très importantes puisque les terres exploitées pour la culture et l'élevage ne couvrent que 10 pour cent des terres arables. L'agriculture d'exportation est constituée essentiellement du café, du cacao, du bois et du caoutchouc. Cependant, les rendements de ces cultures se sont effondrés ces dernières années et ont entraîné une baisse importante des recettes d'exportations agricoles. Par ailleurs, le secteur agricole occupe une place fondamentale dans le DSCR et le Programme multisectoriel d'urgence pour la réhabilitation et la reconstruction (PMURR) en raison de son importance dans le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

La RDC possède un énorme potentiel minier, qui n'a cependant représenté que 8.8 pour cent du PIB en 2005 et dont les performances ont été bien moins bonnes que prévues. Le pays recèle 34 pour cent des réserves mondiales connues de coltan, 10 pour cent des réserves de cuivre, mais aussi de l'uranium, du cobalt, du zinc, de l'argent, des diamants, de l'or et du pétrole. L'évolution du secteur minier est malheureusement affectée par une mauvaise gestion générale des ressources, la lenteur des réformes structurelles et la fraude, ce qui n'a pas permis au pays de bénéficier pleinement des opportunités liées à la flambée des cours mondiaux des métaux. Dans le secteur du cuivre, la reprise de la production a permis un taux de croissance en volume de 33.7 pour cent en 2005 mais de seulement 4.4 pour cent en 2006 suite à la baisse de la production et aux difficultés d'exploitation de la Gécamines, la société d'État. Néanmoins, les perspectives du secteur sont plutôt bonnes. Dans la cité minière katangaise, une société mixte, la KCC (Kamoto Copper Company), a relancé la production de cuivre et de cobalt en milieu d'année 2006. Après un redémarrage progressif qui devrait durer cinq ans, l'exploitation devrait atteindre une production annuelle de plus de 150 000 tonnes de cuivre et de 5 000 tonnes de cobalt.

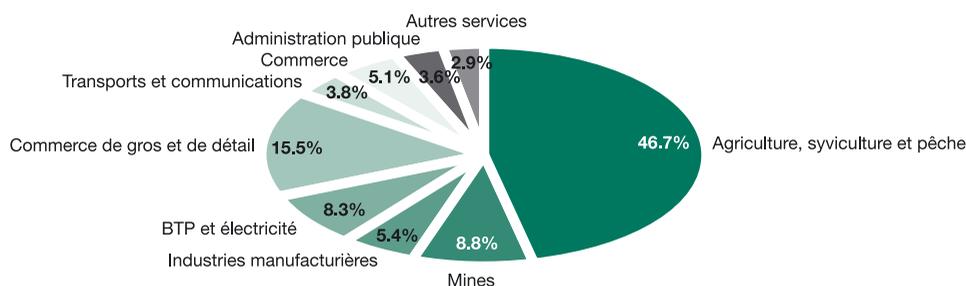
La production de pétrole, en baisse, a affiché un taux de croissance réel de - 1.5 pour cent en 2006 après une contraction de - 8.9 pour cent en 2005, soit une production de 9.2 millions de barils en 2005 contre 10.1 millions en 2004, en raison du ralentissement des travaux de reconditionnement des puits de pétrole. Cependant, seul le bassin côtier est exploité. Quelques anciens forages d'exploration avaient confirmé la présence d'hydrocarbures au centre et à l'est du pays. La RDC pourrait faire partie, d'ici quelques années, des pays producteurs de pétrole. De même, les performances du diamant ont été décevantes. En 2005, la production industrielle de diamant a diminué (-26.7 pour cent) au profit de la production artisanale (33.1 pour cent) mais il semblerait que cette dernière se soit tassée en 2006 et que son taux de croissance soit négatif (- 13.6 pour cent durant les neuf premiers mois de 2006). Cette évolution fait suite à l'appauvrissement des mines, au manque de capitaux pour l'achat des pièces de rechange mais également à de violents conflits internes qui opposent la Miba (Minière de Bakwanga), une société publique, et environ 10 000 travailleurs illégaux. En 2006, l'équipement pour l'extraction du diamant, d'une valeur de 10 millions de dollars, n'a pas pu être utilisé en raison de l'insécurité qui règne dans les gisements exploités par la Miba. La baisse correspondante de la production a entraîné des problèmes de trésorerie ainsi que le non-paiement des salaires des 6 500 employés de la Miba, et l'accumulation d'arriérés de paiement auprès des fournisseurs. Les chiffres officiels indiquent une chute de 80 pour cent des exportations de diamants en volume en 2006.

En 2005, le secteur industriel a compté pour 13.7 pour cent du PIB, avec une croissance de 9.3 pour cent en volume. La construction et la production de boissons ont été les secteurs les plus porteurs. En septembre 2006, les boissons alcoolisées et notamment la bière ont affiché un taux de croissance de 16.7 pour cent, contre 18.9 pour cent l'année précédente. En volume, la fabrication de ciment a enregistré de solides hausses aussi bien en 2005 (26.2 pour cent) qu'en 2006 (9.7 pour cent), essentiellement grâce à la reconstruction et aux énormes besoins du pays. Par ailleurs, la production de bois grumes se trouve en pleine expansion, avec une croissance de 16.8 pour cent en 2005 et 54 pour cent sur les premiers mois de l'année 2006.

Le secteur tertiaire a représenté 27.9 pour cent du PIB en 2005 et affiché un taux de croissance réel de 7.8 pour cent, essentiellement dû aux bonnes performances des transports, des télécommunications et des services financiers. En matière de tourisme, le pays possède des potentialités qui restent à exploiter.

Accompagnant ces développements par secteur, la demande des ménages a été soutenue en 2005 ainsi que la consommation publique, aidée par les financements extérieurs. En 2006, année électorale, la consommation publique a fortement augmenté (22.5 pour cent en volume). En 2007 et 2008, la consommation finale devrait continuer de croître mais à des taux modérés, de moins de 4 pour cent en volume. Ainsi, la part de la consommation finale dans le PIB devrait afficher une tendance à la baisse, de 97.7 pour cent en 2006 à

Figure 2 - Ventilation sectorielle du PIB en 2005 (en pourcentage)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Banque centrale.

<http://dx.doi.org/10.1787/284311618501>

Tableau 1 - Composantes de la demande

	1998	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume		
Formation brute de capital	17.8	14.2	8.2	29.2	26.3
Publique	0.1	3.7	9.0	28.0	30.0
Privée	17.7	10.5	7.9	30.0	25.0
Consommation finale	83.3	93.5	9.2	3.8	3.4
Publique	8.2	8.3	22.5	6.8	6.9
Privée	75.1	85.3	7.9	3.4	2.9
Solde extérieur	-1.2	-7.7			
Exportations	27.3	31.6	13.8	7.5	7.8
Importations	-28.5	-39.3	25.1	4.0	4.3

Source : Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/481661311250>

93.5 pour cent en 2007 puis 88.7 pour cent en 2008, au profit de l'épargne privée. Néanmoins, les taux d'épargne nationale ne devraient pas suffire à financer les investissements intérieurs. Le recours à l'épargne étrangère semble incontournable dans les années à venir. Sur la période 2000/08, la formation brute de capital fixe s'avère en constante augmentation, d'un taux de 3.4 pour cent du PIB en 2000 à une estimation de 19.1 pour cent du PIB en 2008. Le taux d'investissement a cependant marqué un léger recul, passant de 14.2 pour cent en 2005 à 13.6 pour cent en 2006, en raison du faible montant de l'investissement public. Les fonds qui auraient dû être consacrés aux dépenses en capital de l'État ont servi aux dépenses courantes durant l'année électorale. Importants, les taux de croissance de l'investissement en volume sont estimés à 29.5 pour cent en 2007 et 26.3 pour cent en 2008. Ils sont aussi bien le fait du secteur public que privé et laissent présager une accélération de la croissance économique.

Politique macro-économique

Prévu sur trois ans, le PEG (programme économique de gouvernement) a pour objectifs la stabilisation macro-économique et la relance de la croissance. Il devait initialement s'étaler jusqu'à fin de l'année 2006, mais n'a pas été concluant, du fait de dérapages des dépenses publiques et de la faible avancée des réformes structurelles. Fin mars 2006, la sixième revue du FMI

(Fonds monétaire international) a entraîné le gel des appuis budgétaires. La RDC est entrée en avril 2006 dans un PRC (programme relais de consolidation). Le pays a ainsi été privé d'un financement du FMI de 40 millions de dollars. Une nouvelle FRPC (Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) de trois ans devrait être signée avec le FMI pour la période 2007/09.

Politique budgétaire

En 2005, le déficit budgétaire représentait 2.7 pour cent du PIB contre 4.1 pour cent en 2004. Pour 2006, le déficit est estimé à 1.2 pour cent du PIB. Il devrait augmenter en 2007 et 2008, respectivement à 1.4 et 1.9 pour cent du PIB. En 2005 et 2006, la réduction du déficit a résulté d'une importante augmentation des recettes, mais aussi et surtout des dons et appuis budgétaires octroyés par la communauté internationale pour soutenir les élections, le maintien de la paix et la reconstruction. Les dons ont représenté plus de 30 pour cent des recettes de l'État en 2005 (5.2 pour cent du PIB). En 2006, l'aide extérieure a représenté 57 pour cent du budget de l'État, à hauteur de 2.2 milliards de dollars (9.5 pour cent du PIB). En 2007 et 2008, le financement extérieur devrait conserver une place très importante dans les recettes de l'État mais en légère diminution, estimée respectivement à 9 pour cent et 8.5 pour cent. Les recettes fiscales devraient se maintenir à des niveaux élevés (8.9 pour cent du PIB en 2007 et

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1998	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
Recettes totales (avec dons)^a	8.0	7.7	11.5	16.8	22.0	21.1	20.8
Recettes fiscales	5.4	4.9	7.5	8.6	9.3	8.9	8.4
Autres recettes	1.2	0.8	2.0	2.9	3.2	3.2	3.4
Dons	2.0	2.0	2.0	5.2	9.5	9.0	8.5
Dépenses totales (et prêts nets)^a	10.9	13.6	15.6	19.5	23.2	22.5	22.8
Dépenses courantes	10.6	10.9	12.8	16.1	20.1	18.8	18.3
<i>Sans les intérêts</i>	<i>10.3</i>	<i>7.5</i>	<i>9.2</i>	<i>12.7</i>	<i>16.9</i>	<i>16.4</i>	<i>16.3</i>
Salaires	5.3	2.5	3.6	4.4	4.7	4.4	4.2
Paievements d'intérêts	0.3	3.4	3.6	3.4	3.2	2.4	2.1
Dépenses en capital	0.1	2.7	2.8	3.4	3.1	3.7	4.5
Solde primaire	-2.6	-2.5	-0.5	0.7	2.0	1.0	0.1
Solde global	-2.8	-5.9	-4.1	-2.7	-1.2	-1.4	-1.9

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/636864481600>

8.4 pour cent en 2008), grâce à l'accélération de la croissance et la reprise des activités productives. Les recettes pétrolières ont aussi augmenté de manière significative, suite à l'envolée des prix sur les marchés mondiaux. Le prix du pétrole a été revu cinq fois à la hausse en 2005 et trois fois en 2006, pour une augmentation totale de plus de 11 pour cent en 2006.

Parallèlement à ces évolutions, les dépenses ont largement dépassé les montants attendus, au second semestre 2005 et à plusieurs reprises dans le courant de l'année 2006, en avril, juillet et septembre notamment. En avril 2006, le dépassement des dépenses publiques a été de plus de 13 milliards de francs congolais (29 millions de dollars). Pour les mois de juillet et septembre de la même année, il s'est respectivement élevé à plus de 9 et 12 milliards de francs congolais (20 et 27 millions de dollars). Ces dérapages s'expliquent par plusieurs causes. La première porte sur les problèmes d'insécurité à l'est du pays, avec les primes à la police nationale pour la sécurisation des élections et les dépenses exceptionnelles liées au déroulement des élections. La seconde a trait au recensement des fonctionnaires, qui a permis de ne plus payer des salariés fantômes mais a en revanche entraîné la régularisation des employés du service public qui n'avaient pas reçu leurs salaires depuis plusieurs mois. En troisième lieu, le processus de décentralisation a conduit à l'augmentation des taux de rétrocession du budget vers les services provinciaux et les entités

décentralisées. Quatrièmement, le service de la dette intérieure a été relativement important en raison du niveau élevé de la dette et de la hausse des frais de commission de la Banque centrale. Le service de la dette intérieure, 3.4 pour cent du PIB en 2005, est estimé à 3.2 pour cent du PIB en 2006. Il devrait baisser en 2007 et 2008, avec la mise en place des initiatives d'allègement de la dette. Finalement, la forte hausse des dépenses de fonctionnement de l'État a découlé des nombreuses missions et déplacements des fonctionnaires des ministères. Conséquence du dépassement des dépenses publiques, les taux d'exécution du budget s'avèrent très disparates. Par exemple, en 2005, alors que les dépenses de fonctionnement affichaient un taux d'exécution de 243.9 pour cent, les dépenses en capital, essentielles pour la lutte contre la pauvreté, avaient un taux d'exécution de seulement 12.1 pour cent. Pour 2007 et 2008, les dépenses de l'État sont prévues à des niveaux élevés (respectivement à 22.5 pour cent et 22.8 pour cent du PIB). Les dépenses en capital devraient augmenter, passant de 3.7 à 4.5 pour cent du PIB entre 2007 et 2008, si les montants dégagés par les allègements de dette sont bien réaffectés aux dépenses d'infrastructures et de lutte contre la pauvreté.

Politique monétaire

La politique monétaire a subi le contrecoup de la politique budgétaire. Pour financer ses dépenses

supplémentaires, en l'absence d'un système financier efficace, l'État a fait fonctionner la planche à billets. L'importante création de monnaie de la BCC (Banque centrale du Congo) sans contrepartie réelle a entraîné une accélération de l'inflation et la flambée du taux de change, c'est-à-dire une dépréciation de la monnaie nationale. Afin de contenir l'inflation, la BCC a cherché à limiter, autant que possible, l'offre de monnaie. Aussi le taux de refinancement des banques a-t-il augmenté plusieurs fois au cours de l'année 2006, passant de 28.5 à 45 pour cent entre janvier et décembre. Le taux des réserves obligatoires est passé de 2 à 3 pour cent, puis à 4 pour cent, de façon à doubler la quantité de monnaie stérilisée. Au total, l'inflation a été contenue avec un taux annualisé de 22 pour cent en 2006 (contre 21.4 pour cent en 2005), loin de l'objectif de 8 pour cent pour l'année dans le PCR (programme relais de consolidation), révisé à 9.5 pour cent puis à 15 pour cent. Le taux d'inflation devrait être ramené en dessous de la barre des 10 pour cent en 2007 (7.4 pour cent) et les années suivantes (7.1 pour cent en 2008). Par ailleurs, en 2006, la BCC a connu des difficultés croissantes à honorer immédiatement en espèces des chèques tirés sur son compte.

Évoluant dans un régime de change flottant, le franc congolais s'est déprécié de plus de 18 pour cent en 2006, par rapport au dollar américain, la devise de référence. Alors que le PCR avait prévu une valeur de 526 francs congolais par dollar fin 2006, le taux de change était de plus de 530 francs congolais par dollar en novembre 2006. La forte dollarisation de l'économie découle des dévaluations successives de la monnaie nationale et des pressions inflationnistes. Pas moins de 99.5 pour cent de la quasi-monnaie (les dépôts à terme et les dépôts en devises) sont constitués de devises étrangères.

Le PCMA (Programme de coopération monétaire en Afrique) a pour objectif ultime la création d'une zone monétaire unique et d'une monnaie commune en Afrique, à l'horizon 2021. Il implique que les pays respectent des critères de convergence. A cet égard, en 2006, la RDC n'a observé qu'un seul critère de premier rang sur quatre (le déficit public en pourcentage du PIB hors don) et deux critères de second rang sur sept (la

non accumulation de nouveaux arriérés, intérieurs et extérieurs, et le maintien des taux d'intérêt réels positifs).

Par ailleurs, la situation des banques commerciales semble s'améliorer, avec l'augmentation des dépôts et des liquidités en 2006 ainsi que des crédits au secteur privé (15.5 pour cent de croissance). Pour attirer davantage d'épargne, les banques ont fortement assoupli leurs conditions et diversifié leurs produits. Par exemple, le minimum de 10 000 dollars requis pour ouvrir un compte a été supprimé, avec la concurrence entre les nouvelles banques. La BIAC (Banque internationale pour l'Afrique au Congo) a notamment lancé en 2005 le compte épargne « Ekonzo » sans frais d'ouverture ni de tenue de compte, doté d'une rémunération annuelle du solde moyen. La BCC a également enregistré une augmentation des demandes d'ouverture de banques. Quant à la micro-finance, elle est florissante et permet à bon nombre de Congolais de financer leurs petites activités.

Position extérieure

La RDC appartient à quatre communautés régionales : la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), le Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) et la CEPGL (Communauté économique des pays des Grands lacs). Elle ne bénéficie que très peu de ces accords régionaux, en raison du manque de diversification de ses exportations. Sur un total de 2.07 milliards de dollars de recettes d'exportations en 2005, près de 56 pour cent ont provenu des diamants et 22 pour cent du pétrole. D'un autre côté, le pays dépend très fortement des pays développés pour ses importations.

La part des exportations dans le PIB était de 28.1 pour cent en 2006 contre 28.9 pour cent en 2005. Malgré la flambée des cours du pétrole et des métaux sur les marchés internationaux, le volume des exportations a fortement diminué, particulièrement de pétrole et de diamants, en raison d'une production en baisse. En 2006, près de 26 millions de carats de diamants ont été exportés, pour une valeur de

Tableau 3 - Comptes courants (pourcentage du PIB)

	1998	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
Balance commerciale	6.6	-2.7	-3.7	-2.8	-5.6	-4.2	-2.4
Exportations de biens (f.o.b.)	19.2	23.6	27.6	28.9	28.1	28.2	29.2
Importations de biens (f.o.b.)	12.6	26.4	31.3	31.7	33.7	32.4	31.5
Services	-7.5	-4.5	-5.1	-4.9	-6.3	-5.5	-5.3
Revenu des facteurs	-6.6	-3.0	-4.5	-4.8	-4.8	-4.1	-3.3
Transferts courants	0.5	8.8	7.6	7.7	11.9	10.2	8.1
Solde des comptes courants	-6.9	-1.5	-5.7	-4.9	-4.8	-3.6	-2.9

Source : Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/768365621576>

Figure 3 - Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : FMI.

<http://dx.doi.org/10.1787/747652627852>

624.7 millions de dollars. Les pierres, essentiellement du diamant alluvionnaire industriel de la région du Kasai (centre), sont exportées vers Israël et la Belgique. Outre les taxes d'exportation, l'État congolais perçoit une taxe de 2 pour cent sur la valeur de toute opération de vente. Au total, les exportations en valeur ont diminué en 2006 et les prévisions tablent sur une stagnation de la part des exportations dans le PIB en 2007 (28.2 pour cent) puis une amélioration en 2008 (29.2 pour cent), avec la reprise des différentes productions de matières

premières et la diversification des produits exportés. Le cuivre et le cobalt devraient tirer les recettes d'exportation dans les prochaines années.

En 2006, la croissance et la reconstruction ont vu la part des importations passer de 31.7 à 33.7 pour cent du PIB. Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé, passant de -2.8 à -5.6 pour cent du PIB entre 2005 et 2006. En 2006, la balance commerciale a affiché un solde négatif de plus de 468 millions de

dollars et la balance des invisibles un solde négatif de plus de 355 millions de dollars. Lui aussi négatif, le solde des revenus s'est élevé à 293.7 millions de dollars. Seuls les transferts courants ont affiché un solde positif de 529.5 millions de dollars, grâce aux transferts publics. L'importance des transferts publics (11.9 pour cent du PIB en 2006 contre 7.7 pour cent en 2005) a permis une légère amélioration du solde de la balance courante (de - 4.9 à - 4.8 pour cent du PIB) malgré l'aggravation du déficit commercial. Les prévisions indiquent une amélioration de la balance commerciale en 2007 et 2008 ainsi qu'une diminution correspondante du déficit de la balance courante. Ainsi, le solde de la balance courante devrait passer de - 4.8 pour cent du PIB en 2006 à - 3.6 pour cent en 2007 puis - 2.9 pour cent en 2008.

Les IDE (investissements directs étrangers) en RDC se sont élevés à 500 millions de dollars en 2006, contre 405 millions en 2005 et une moyenne annuelle de seulement 5 millions entre 1990 et 2000. Les investisseurs étrangers, plus particulièrement les Chinois et les Sud-Africains, ont diversifié leurs placements dans le secteur minier mais également dans l'énergie et le secteur bancaire. Avec le retour de la paix et le succès des élections, les montants d'IDE devraient encore augmenter. Une firme sud-coréenne, la *Bleu Tech Business Group*, a annoncé qu'elle allait investir prochainement en RDC pour y construire des hôtels hauts de gamme et des autoroutes.

Classée dans le rang des PPTE, la RDC bénéficie de l'IADM (Initiative d'allègement de la dette multilatérale) et devrait donc voir sa dette totalement annulée auprès de la Banque mondiale, du FMI et de la BAFD (Banque africaine de développement), pour un total de plus de 14 milliards de dollars. Cependant, l'année 2007 s'annonce sombre pour la dette extérieure. En septembre 2006, l'adoption du DSCRIP s'est en effet heurtée à un problème de financement. Il faudra attendre un an après sa mise en place effective et son évaluation pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Autrement dit, il est peu probable que la RDC bénéficie d'un quelconque allègement de dette avant 2008. L'annulation devrait porter sur plus de 7 milliards de dollars.

Fin 2005, la dette représentait 12 milliards de dollars, soit plus de 130 pour cent du revenu national brut. Le service de la dette, lui, représente près de 7 pour cent des exportations de biens et services. Par ailleurs, la RDC s'est dotée du Système de gestion et d'analyses de la dette extérieure (Sygade) pour produire des états de sortie sur toutes les données relatives à sa dette publique. L'UE (Union européenne) a annoncé fin 2006 le doublement de son aide à la RDC.

Questions structurelles

La période électorale n'a pas été propice à la mise en place d'importantes réformes structurelles et le FMI a d'ailleurs souligné la faiblesse et la lenteur des avancées dans ce domaine. Seuls les secteurs porteurs tels que les mines et l'énergie ont connu des projets de grande ampleur, à l'échelle des ressources dont le pays dispose. Cependant, la corruption et la mauvaise gestion des ressources naturelles demeurent un problème majeur. Le rapport 2006 de TI (*Transparency International*) classait la RDC en sixième position, sur une liste de 163 pays perçus comme les plus corrompus. Les codes de l'investissement et de la fiscalité dans les secteurs miniers et forestiers devraient bientôt être votés devant l'Assemblée nationale, en vue d'attirer les capitaux étrangers et de favoriser les projets ainsi que les PPP (partenariats publics-privés).

Développements récents

La reprise de la production de cuivre et de cobalt par la société KCC (Kamoto Copper Company) représente le plus important investissement privé en RDC depuis son indépendance. La société est détenue à hauteur de 25 pour cent par la société publique Gécamines, les 75 pour cent restants étant aux mains du groupe privé belgo-canadien Kinross Forrest Ltd. Néanmoins, pour créer KCC, la Gécamines a dû mettre sur la table ses droits d'exploitation, tandis que Kinross Forrest s'est engagé à investir 426 millions de dollars pour relancer l'exploitation, outre 257 millions de dollars supplémentaires pour la faire tourner pendant une vingtaine d'années. Pour la RDC,

les bénéfiques totaux devraient s'élever à 2.2 milliards de dollars (sous la forme de commissions ou d'impôts sur le revenu). Quelque 2 500 emplois directs devraient être créés, soit 12 000 emplois en comptant les sous-traitants, pour un projet qui pourrait subvenir aux besoins de 240 000 personnes dans toute la région. Cependant, le contrat passé porte sur le transfert d'un patrimoine très important aux mains du secteur privé. En juin 2005, un rapport parlementaire congolais a réclamé la renégociation ou la résiliation des contrats dans le secteur minier alors qu'une trentaine de co-entreprises se sont partagées les plus riches concessions de la Gécamines, profitant de conditions particulièrement avantageuses au plan fiscal. En août 2006, le FMI a demandé au gouvernement de transition de ne plus accorder de nouvelles licences minières avant la mise en place d'un nouveau gouvernement. En outre, le rapport 2006 de Global Witness dénonce l'exportation illicite de minéraux par la frontière zambienne, ainsi qu'une corruption endémique dans les mines de cuivre et de cobalt du Katanga.

Dans le domaine de l'électricité, les projets prolifèrent. La Snel (Société nationale d'électricité) a entrepris en 2005 un plan de sauvetage et de redressement sur deux ans, pour un total de 262.3 millions de dollars. La RDC dispose d'un gigantesque potentiel hydro-électrique, 100 000 mégawatts environ, dont 44 000 mégawatts concentrés sur le seul site d'Inga, qui comporte deux stations pour une capacité installée totale de 1 774 mégawatts. En 2006, Inga n'a produit que 700 mégawatts. Plusieurs projets ont été déjà identifiés au départ d'Inga vers d'autres pays africains et notamment les pays de la SADC. Les estimations de coûts indiquent qu'une centrale Inga 3 coûterait 3.5 milliards de dollars pour une puissance installée de 3 500 mégawatts à l'horizon 2010. Le projet du « Grand Inga », quant à lui, exigerait des investissements de 5.66 milliards de dollars, pour une puissance installée de 13 500 mégawatts. En considérant un prix de vente inférieur à la moyenne dans la zone (3.5 centimes américains par kilowatt/heure), le bénéfice engendré par la centrale Grand Inga permettrait à coup sûr d'amortir l'investissement.

Accès à l'eau potable et à l'assainissement

La RDC est l'un des rares pays en Afrique où les questions de désertification et de pénurie d'eau ne se posent pas. Dense, le réseau hydrographique comprend une trentaine de rivières totalisant plus de 20 000 kilomètres de berges et le fleuve Congo, long de 4 670 kilomètres avec, à l'embouchure, le deuxième débit le plus important du globe (40 000 mètres cubes d'eau par seconde). La RDC est aussi le pays le plus arrosé du continent, avec une moyenne de ressources hydriques renouvelables de 900 kilomètres cubes par an, ce qui représente presque le quart des ressources en eau douce du continent africain. Ce potentiel est immense et presque entièrement inexploité. Depuis quelques années, la RDC est sollicitée par ses voisins et certains organismes internationaux, en vue du transfert d'eau douce du bassin du fleuve Congo vers d'autres pays.

Au niveau international, la RDC figure dans le bassin du fleuve Congo avec huit autres pays (Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Rwanda, Tanzanie et Zambie), et dans le bassin du Nil avec neuf autres pays (Burundi, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Ouganda). Elle est membre de l'Initiative du bassin du Nil lancée en 1999 et d'un projet intitulé « lutte contre la pollution et autres mesures de protection de la diversité biologique dans le lac Tanganyika » avec le Burundi, la Tanzanie et la Zambie, qui vise à mettre en place une gestion régionale du lac, écologiquement rationnelle et durable.

Le secteur AEPA (Accès à l'eau Potable et à l'assainissement) se caractérise par la faiblesse de son fonctionnement, de ses institutions et de leur coordination. Sous la tutelle d'une dizaine de ministères et entités publiques, les prises de décision et les responsabilités sont difficiles à identifier. En milieu urbain, l'exploitation et la distribution de l'eau relèvent d'une société d'État, la Regideso (Régie des eaux), confrontée à des problèmes de gestion technique, commerciale et financière. Pour le milieu rural, le SNHR (Service national d'hydraulique rurale) a très peu de moyens et évolue dans un cadre institutionnel

inadapté. Quant au PNA (Programme national d'assainissement), chargé de l'épuration des effluents domestiques et industriels et de l'assainissement des eaux alimentaires sous la responsabilité de la Regideso et du ministère de l'Environnement, il est quasiment inexistant. Le tout-à-l'égout ne concerne qu'une partie des centres dans les plus grandes villes. Le réseau est en très mauvais état, fissuré, détruit ou partiellement bouché. Les eaux usées sont rejetées directement dans le fleuve Congo ou dans les affluents, sans traitement. Face à ce mauvais fonctionnement, le gouvernement reconnaît la nécessité de restructurer et décentraliser le secteur AEPA et d'orienter les programmes vers les populations les plus démunies.

En raison des récentes années de guerre et de l'état de délabrement des structures existantes, l'accès des Congolais à l'eau potable et à l'assainissement a baissé entre 1990 et 2004, de 37 à 22 pour cent pour l'eau et de 10 à 9 pour cent pour l'assainissement. En matière d'assainissement, les chiffres doivent être nuancés puisque seuls 46 pour cent des Congolais utiliseraient des toilettes « hygiéniques ». Les autres auraient recours à des latrines non couvertes ou des trous ouverts, comptabilisés dans le taux de couverture. Face à l'étendue des besoins, les OMD ont été revus à la baisse et ont été fixés à 49 pour cent pour l'eau potable (36 pour cent en zone rurale et 65 pour cent en zone urbaine) et à 45 pour cent pour l'assainissement. Le coût total nécessaire pour atteindre ces objectifs a été estimé à 217 millions de dollars. Etant donnés les faibles montants actuels d'investissements et l'immensité du territoire à couvrir, il est très peu probable que ces objectifs soient réalisés. Et ce, d'autant moins que les bailleurs de fonds devraient constituer l'unique source de financement du secteur AEPA, au moins sur les cinq prochaines années.

En zone rurale, la population semble avoir été abandonnée depuis de nombreuses années et les ouvrages tombent en désuétude : 60 pour cent des ouvrages d'eau ne sont plus opérationnels à cause du manque de maintenance, de l'inefficacité de l'approche participative et du mauvais réseau de distribution des pièces de rechange. Les problèmes d'accès à l'eau alimentent les épidémies et les maladies hydriques

comme le choléra, la typhoïde et la dysenterie. Le fardeau des femmes, ayant à leur charge la quête de l'eau, est particulièrement lourd alors que seuls 12 pour cent des ménages ruraux avaient un accès direct à l'eau potable en 2004. Les inégalités régionales sont également très importantes (seulement 3 pour cent des habitants avaient accès à l'eau potable dans la zone de Banalia, située dans la province orientale). Faute de protection des puits et des sources d'approvisionnement, l'eau n'est pas toujours potable. Ce sont surtout les ONG et les congrégations religieuses qui se partagent la responsabilité de desservir les populations rurales en eau potable. Malgré tout, la population ne parvient pas à prendre en charge le fonctionnement et la maintenance des ouvrages. Par ailleurs, face à l'importance des besoins, seules quatre entreprises de forage sont présentes en RDC. Le coût moyen d'une pompe manuelle est d'environ 14 000 dollars, contre 50 000 dollars pour une pompe industrielle.

En zone urbaine, 37 pour cent de la population avait accès à l'eau potable en 2004. Pour la capitale Kinshasa, seulement 65 pour cent de la population était raccordée au réseau alors que plus de 2 millions de personnes étaient tributaires de sources ou de puits souvent pollués et creusés dans le voisinage de latrines, à moins d'un mètre de profondeur. La situation s'avère encore plus catastrophique dans les autres centres urbains. En principe, les laboratoires de la Regideso traitent l'eau mais à cause des fréquentes pénuries de produits désinfectants, des infiltrations d'eaux souillées dans le réseau de distribution et de l'inadéquation de certains captages réalisés non loin de sources de pollution, l'eau destinée à l'alimentation n'est pas d'une qualité satisfaisante. Lorsque les robinets de la Regideso sont à secs, des cyclistes sillonnent les rues et vendent des bidons de 25 litres d'eau à 100 francs congolais chacun (0.25 dollar). En comparaison, la Regideso pratique un tarif moyen de 0.65 dollar par mètre cube, qui ne permet pas le recouvrement des coûts de production. Le parc des compteurs est obsolète et seulement 30 pour cent des points de vente en sont dotés, ce qui implique dans la plupart des cas une facturation forfaitaire. Par ailleurs, les créances de la Regideso sur l'État et les entreprises publiques représentaient, au plus fort de la crise, 85 mois

d'impayés en 2003 pour un montant de plus de 200 millions de dollars. Pour l'assainissement, il n'existe aucun mécanisme de recouvrement des coûts.

Contexte politique et développement des ressources humaines

Les chiffres liés aux différentes élections qui se sont déroulées en 2006 donnent le vertige : 282 partis politiques ont officiellement été agréés, près de 50 000 bureaux de votes ont été ouverts, 33 millions de bulletins de votes ont été imprimés pour un coût total évalué à plus de 500 millions de dollars, payés en quasi-totalité par la communauté internationale. Entre le scrutin présidentiel, les élections locales et les législatives à un seul tour (9 707 candidats pour 500 sièges à pourvoir), la RDC a organisé en 2006 un total de 11 scrutins nationaux et locaux. Le président Joseph Kabila a récolté 58 pour cent des suffrages exprimés par 25.6 millions d'électeurs. Son parti détient la majorité parlementaire avec 44.8 pour cent des sièges de l'Assemblée nationale.

La fragile période de transition politique est désormais terminée et la nouvelle Constitution congolaise a instauré une III^{ème} République et un état unitaire fortement décentralisé. Elle a établi les bases d'un régime démocratique en équilibrant les pouvoirs exécutifs et législatifs. Le président, élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois, nomme le Premier ministre en fonction de la majorité parlementaire. L'Assemblée nationale peut voter une motion de censure contre le gouvernement et le président peut prononcer la dissolution de l'Assemblée. Le pouvoir judiciaire est indépendant et le principe de la parité homme/femme inscrit dans les institutions. Néanmoins, seules 42 candidates aux législatives ont été élues, représentant 8 pour cent des députés. Enfin, les provinces, qui passeront de 11 à 26 d'ici 2009, jouissent d'une large autonomie et perçoivent directement à la source 40 pour cent des recettes qui leur sont allouées. Ce dernier point est l'un des principaux sujets d'inquiétude des observateurs internationaux, car il suppose une

responsabilisation des élites locales et une lutte en profondeur contre la corruption.

Un autre défi politique consistera à faire avancer les dossiers économiques et juridiques alors qu'ils sont désormais soumis au vote des députés et qu'ils nécessiteront des alliances politiques pour être votés à plus de 50 pour cent des voix. Il faudra également rétablir l'autorité du pouvoir central sur l'ensemble du territoire. Berceau de rébellions qui ont entraîné deux fois le pays dans la guerre, les provinces de l'Ituri, des Nord et Sud-Kivu à l'est du pays sont encore le théâtre quotidien de violences contre les civils et de tensions ethniques. Et ce, malgré la conclusion en juillet 2006 d'une amnistie générale pour tous les miliciens qui s'engageraient à démobiliser. Le PAM (Programme alimentaire mondial) a annoncé la reprise de ses ponts aériens pour venir en aide à plus de 8 800 personnes dans ces régions. Pour l'année 2007, l'ONU estime à 686.5 millions de dollars les besoins humanitaires en RDC. Il y avait encore, fin 2006, 1.6 million de personnes déplacées.

Malgré ses immenses ressources naturelles, la RDC reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Plus de 75 pour cent de la population vivait avec moins d'un dollar par jour en 2005 et moins de 20 pour cent des habitants avaient un accès régulier à l'eau et à l'électricité. Selon le rapport 2006 sur le développement humain, la RDC est classée 167^e sur 177 avec un revenu national par habitant à la parité des pouvoirs d'achat de 705 dollars par an, loin derrière la République du Congo voisine (140^e sur 177), pourtant également frappée récemment par la guerre. Environ 1 200 personnes, dont la moitié sont des enfants, meurent chaque jour en RDC en raison de la violence, des maladies et de la malnutrition. La RDC serait aussi le pays qui abriterait le plus d'enfants soldats au monde. Ils seraient ainsi 30 000 mineurs à combattre ou à vivre avec des forces armées, parmi lesquels environ 12 500 filles.

Au niveau du genre, la femme congolaise assure de plus en plus le rôle de chef de familles nombreuses avec les décès des conjoints à cause du VIH/Sida ou des conflits armés. L'emploi informel, non structuré ou

les activités de survie telles que la prostitution occupent une grande majorité d'entre elles (jusqu'à 90 pour cent selon les enquêtes). De façon générale, les droits des femmes sont bafoués au quotidien et les disparités d'accès à l'éducation, aux soins et aux ressources sont importantes. Dans les provinces de l'est du pays, elles subissent les violences, les exactions et les viols des hommes armés.

Dans le secteur de la santé, la situation reste dramatique. En 2005, la stratégie de réforme et de reconstruction du ministère de la Santé, appuyée par les bailleurs de fonds internationaux, prévoyait un coût de 3 dollars par an et par habitant, bien moins que le niveau de dépense de 15 à 26 dollars par an et par habitant recommandé par la Banque mondiale. Environ 20 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2005. Entre 1998 et 2004, environ 4 millions de personnes sont mortes de maladies courantes et curables faute de services publics, d'infrastructures, d'équipements et d'accès aux soins, particulièrement dans les zones rurales. En milieu rural, il y avait en moyenne un seul médecin pour 56 000 habitants en 2005. Le taux de mortalité infantile était de 205 pour 1 000 en 2005 et plus de 1 million d'enfants étaient orphelins de l'un ou des deux parents morts du VIH/Sida. Selon l'ONU, le taux de prévalence moyen, en constante augmentation, était de 4.5 pour cent en 2005. Pas moins de 2.6 millions de personnes seraient contaminées, sur lesquelles 120 000 enfants. Seuls

quelque 5 000 malades bénéficieraient d'un accès aux anti-rétroviraux, sur plus de 400 000 personnes ayant besoin du traitement. La RDC figure aussi parmi les pays au monde les plus touchés par le choléra. Entre 2002 et 2004, 65 000 cas ont été déclarés à l'OMS (Organisation mondiale de la santé), sur lesquels 3 200 décès.

Dans le domaine de l'éducation, le taux de scolarisation va en baissant. Dans le primaire, il est passé de 54 pour cent en 1990/91 à 33 pour cent en 2000/01. Dans le secondaire, ce taux ne dépassait pas 12 pour cent en 2000/01. Selon les chiffres d'Amnesty International, seulement 29 pour cent des enfants iraient jusqu'au bout de l'école primaire et 4.7 millions de jeunes enfants (2.5 millions de filles) ne seraient pas scolarisés. L'église catholique serait responsable d'environ 80 pour cent des écoles primaires et 60 pour cent des écoles secondaires, essentiellement en raison de l'effondrement du système public. De leur côté, les enseignants réclament toujours l'augmentation salariale conclue en février 2004 entre le gouvernement et les syndicats de l'administration publique. Selon cet accord, le plus bas salaire a été fixé à 208 dollars par mois alors qu'un enseignant congolais touche en moyenne 67 dollars mensuels. Dans l'enseignement supérieur, il existe quatre universités nationales, deux à Kinshasa, une à Lubumbashi et une à Kinsangani, ainsi que de nombreux instituts.